

Transidentité

Témoignage

« Dans ma première université j'ai eu la chance de pouvoir me faire appeler par mon prénom. Mon deadname était confidentiel et restait auprès de l'administration. C'est en arrivant en deuxième année en Belgique que je me suis retrouvé confronté à mon deadname que ce soit par les professeur.euses, «prénom alias deadname» répétaient-ils souvent ou encore par l'administration, sur mon adresse mail... jusqu'à ce que les élèves qui avaient tous accepté ma non binarité finissent par m'appeler par mon deadname en ne sachant plus comment m'appeler. Deux ans plus tard j'ai enfin mes papiers à l'état civil en ordre mais vous comprenez, changer une adresse mail en lien avec teams et une inscription est compliqué alors je me demande perpétuellement jusqu'à quand je vais devoir être confronté à un prénom qui n'est pas le mien? »

Revendications

- Le respect et une protection de la vie privée des personnes trans au sein de l'établissement et de laisser chaque étudiant.es libre d'exprimer ou non sa transidentité.
- Une reconnaissance de l'identité (ne pas attendre les démarches administratives et légales) officialisation d'utilisation d'un prénom d'usage.
- Une sensibilisation sur la transidentité et d'expliquer les risques encourus en cas de discrimination auprès des étudiant.es et enseignant.es.
- La possibilité de changer son prénom à tout moment dans l'année et sa photo.

- Qu'il y ai une personne de référence formé et clairement identifié et que derrière se trouve une cellule spécialisée, formé et déconstruite sur les questions de la transidentité.
- Inviter l'étudiant.e à utiliser son prénom d'usage, une case peut être ajouté sur le formulaire d'inscription afin que ceci soit fait de façon confidentielle pour que l'étudiant.e ne se retrouvent pas à devoir justifier sa transidentité tout au long de ses études.
- Avoir des sanitaires non-genrés.
- Utilisation des civilités comme madame / monsieur ou simplement le nom et prénom.
- Supprimer la mention de sexe sur les cartes étudiantes ou ajouter un X, idem pour les inscriptions
- Que les critères d'évaluation sportifs soient non discriminant. Que le barème soit fait selon la taille, le poids, la force, ... et non du sexe assigné à la naissance.
- Pouvoir demander un diplôme avec son nouveau prénom suite à un changement à l'état civil.
- Ne plus minimiser les discrimination liées aux genre.

Livres sur le sujet

«Une histoire de genres: Guide pour comprendre et défendre les transidentités»

Lexie

«appelez moi Nathan»

Catherine Castro

«Operation panthalon»

Cat Clarke

«Manifeste d'une femme trans»

Julia Serano

Sexisme

Témoignage

« j'ai subi un viol par une personne de ma faculté. Elle n'est pas baptisé et ne vient (presque) pas aux activités organisées par notre cercle. Cependant je suis obligée de la croisée quasi quotidiennement, en cours, en auditoire, sur le campus,... Je le vois parler aux autres filles, je sais qu'il est dangereux et que je ne suis pas la seule victime (du tout...). Je me sens impuissante : Je le croise tout le temps, toujours avec des filles différentes, j'entends encore des « rumeurs » d'agressions de sa part, et personne ne bouge (moi la première...). Bref, si d'autres personnes vivent une situations similaire, ou savent comment dénoncer / vers qui se tourner au sein de la faculté ou de l'ULB, je prend tout les conseil ! »

Revendications

- Une meilleure information sur les violences sexistes.
- Un réel cadre permettant aux victimes de se confier sans se sentir jugées ou dégradées
- Une cellules d'aide aux victimes de violences sexistes spécialisée et externe, une meilleure prise en charge des plaintes et un meilleur accompagnement des personnes dans leurs procédures.
- Que dans le cadre de violences sexistes entre étudiant.es ou étudiant.e / Professeur.euse qu'une plainte officiel puisse être déposée au seins de l'école et que celle-ci doive donner suite.
- Un budget pour mettre en application ces résolutions

Les dernier témoignages venant de l'UCL, VUB, ULB et tant d'autres nous montrent que les cas de violences sexistes ne son pas isolés à chaque établissement mais bien structurel.

C'est pour cela qu'il est selon nous important que les établissements mettent en place une réel safe zone avec une personne de confiance qui soit indépendante hiérarchiquement.

En octobre 2021. Le parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles adopte une résolution invitant le gouvernement à mieux lutter contre le harcèlement. Aujourd'hui, le gouvernement n'a toujours pas débloqué de budget pour donner vie à cette résolution... Les dispositifs universitaires sont bien loin d'un psy pour 10 000 étudiant.e.s, encore pire en haute école et presque rien dans les ESA où les cas sont beaucoup trop nombreux. Nous demandons donc un budget pour mettre en application ces résolutions.

Livres sur le sujet

«Ensemble pour les droits des femmes!»

Giulia Clara Kessous et Isabelle Rome

«Les couilles sur la table»

Victoria Tuailon

«Moi Les hommes je Les deteste»

Pauline Harmange

«Lettres aux jeunes féministes»

Phyllis Chesler